



THURSDAY, MAY 9<sup>TH</sup>, 2013

LE JEUDI 9 MAI 2013

The Audit Subcommittee of the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration has the honour to present its

Le Sous-comité de la vérification du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration a l'honneur de déposer son

**FIRST REPORT**

**PREMIER RAPPORT**

On February 7, 2013, the Audit Subcommittee met to review various matters. Recent media reports with respect to Senator Michael Duffy's living allowances in the National Capital Region (NCR) were a matter of discussion. The Senate Administration was asked to provide a summary report on Senator Duffy's travel patterns between Prince Edward Island, his province of appointment, and the NCR. The travel summary raised concerns, whereby your Subcommittee determined that it should amend a current contract with Deloitte for an examination of two senators' claims to include an examination of Senator Duffy's claims. This decision was reported to the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration on February 14, 2013.

Deloitte was asked to review Senator Duffy's travel claims and supporting documentation to determine whether the travel occurred or could have occurred; to categorize the claims as appropriate, subject to reimbursement to the Receiver General, or subject to consideration and determination by

Le 7 février 2013, le Sous-comité de la vérification s'est réuni pour discuter de sujets variés, dont les reportages récents des médias concernant l'indemnité de subsistance dans la région de la capitale nationale (RCN) réclamée par le sénateur Michael Duffy. On a demandé à l'Administration du Sénat de produire un rapport sommaire des habitudes de déplacement du sénateur Duffy entre l'Île-du-Prince-Édouard, la province qu'il représente, et la RCN. Parce que le résumé des déplacements soulevait des doutes, votre Sous-comité a déterminé qu'il y avait lieu de modifier le contrat confié au cabinet Deloitte aux fins de l'examen des demandes de remboursement de deux sénateurs pour y ajouter celles du sénateur Duffy. Cette décision a été soumise au Comité de la régie interne, des budgets et de l'administration le 14 février 2013.

Deloitte a été chargé d'examiner les demandes de remboursement de frais de déplacement du sénateur Duffy et les pièces justificatives afin de déterminer si les déplacements en question avaient eu lieu ou avaient pu avoir lieu; si les demandes étaient justifiées, si le sénateur devait rembourser le

the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration; as well as to assess where the primary residence was located for Senator Duffy.

Deloitte was provided with all documentation internal to the Senate that could be relevant to its examination. In addition, Deloitte requested documentation directly from Senator Duffy and/or his counsel. This request was not met.

On February 22, 2013, Senator Duffy wrote to Senator Tkachuk in his capacity as Chair of the Standing Senate Committee on Internal Economy, Budgets and Administration. He said that he had filled out the Senate forms in good faith, but that he "may have been mistaken." He stated his intent to "repay the housing allowance that I have collected to date." Senator Duffy asked to be provided with the amount to be repaid in order to "settle this matter in full." Repayment was subsequently made in the amount of \$90,172.24.

Following repayment, Deloitte reiterated its request for documentation and for a meeting to counsel for Senator Duffy on March 21, 2013. A letter was received from Ms. Payne on March 26, 2013 in response, indicating that Senator Duffy had repaid an amount regarding housing and living allowance and that, "In the circumstances, the review that Deloitte has been asked to undertake is now unnecessary. The considerable time required for Senator Duffy to compile the extensive information and documentation required of him by Deloitte as well as his participation in the review of that material, to say nothing of the public expense involved in the same, is no longer needed."

receveur général ou si le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration devait trancher; ainsi que d'établir où se trouve la résidence principale du sénateur Duffy.

Deloitte a obtenu copie de tous les documents internes du Sénat susceptibles d'être utiles à l'examen. Par ailleurs, Deloitte s'est adressé directement au sénateur Duffy et/ou à son avocat pour obtenir certains documents, mais sa demande est demeurée lettre morte.

Le 22 février 2013, le sénateur Duffy a écrit au sénateur Tkachuk, président du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration, pour lui dire qu'il avait rempli les formulaires du Sénat de bonne foi, mais qu'il pouvait s'être trompé. Il l'a avisé qu'il entendait rembourser l'indemnité de subsistance qu'il avait touchée jusque-là. Le sénateur Duffy a demandé à connaître le montant à rembourser afin de rectifier la situation une fois pour toutes. Il a finalement versé la somme de 90 172,24 \$ en guise de remboursement.

Après le remboursement, Deloitte a demandé à nouveau qu'on lui fournisse les documents en question et convoqué une rencontre avec le sénateur Duffy et son avocat, le 21 mars 2013. Le 26 mars 2013, Deloitte a reçu une lettre de M<sup>me</sup> Payne indiquant que le sénateur Duffy avait remboursé les indemnités de logement et de subsistance en cause et que, dans les circonstances, l'examen que l'on avait confié à Deloitte était inutile. Elle a expliqué qu'il faudrait au sénateur Duffy beaucoup de temps pour compiler les données et les documents demandés et que ni les documents en question, ni la participation du sénateur à l'étude de cette information, sans parler des dépenses publiques que cela représenterait, n'étaient à présent justifiés.

Deloitte completed its report (attached as an Appendix) based on available information, including Senator Duffy's travel claims, which provided third party proof of travel from commercial carriers, and Senate telecommunications invoices for the Senate mobile phone assigned to Senator Duffy. Deloitte was able to confirm within 94 percent accuracy and another 3 percent likelihood Senator Duffy's whereabouts during the period of review, i.e., Ottawa versus his declared primary residence, PEI. This information is fundamental to our determination regarding Senator Duffy's primary residence.

Deloitte a fondé son rapport (en annexe) sur les renseignements disponibles, dont les demandes de remboursement de frais de déplacement du sénateur Duffy, dans lesquelles étaient fournies des preuves de déplacement par transporteur commercial, et des factures de télécommunication du Sénat pour des appels faits à partir du téléphone cellulaire fourni par le Sénat au sénateur Duffy. Deloitte a pu confirmer à 94 % et considérer comme probables à 3 % les emplacements du sénateur Duffy durant la période étudiée, c'est-à-dire Ottawa ou à sa résidence principale déclarée, à l'Île-du-Prince-Édouard. Cette information nous est essentielle pour déterminer la résidence principale du sénateur Duffy.

Deloitte noted that, prior to the adoption of the *Senators' Travel Policy* on June 5, 2012, a definition of primary residence did not appear in Senate policy instruments. Deloitte further noted that, "The regulations and guidelines applicable during the period of our review do not include criteria for determining primary residence." Given this, Deloitte reported that they were unable "to assess the status of the primary residence declared by Senator Duffy against existing regulations and guidelines." However, they did conclude that "all of the trips between Ottawa/Gatineau and PEI claimed by Senator Duffy occurred."

Dans son rapport, Deloitte souligne qu'avant l'adoption de la *Politique sur les déplacements des sénateurs*, le 5 juin 2012, aucun instrument de politique du Sénat ne définissait la résidence principale. En outre, il précise que « les règlements et lignes directrices applicables pendant la période visée ne comportent aucun critère d'établissement d'une résidence principale ». Aussi, Deloitte signale qu'il n'a pas pu « évaluer si la résidence principale déclarée par le sénateur Duffy répond bien aux exigences des règlements et lignes directrices existants ». Il a tout de même conclu que tous les déplacements entre Ottawa/Gatineau et l'Île-du-Prince-Édouard réclamés par le sénateur Duffy « ont eu lieu ou ont pu avoir lieu ».

The Subcommittee acknowledges Deloitte's finding that criteria for determining primary residence are lacking. This is being addressed by the main Committee. However, the purpose and intent of the original *Living Expenses in the NCR Guidelines* and of the *Senators Travel Policy* adopted in June 2012 are very clear: senators who do not have their home within 100 kilometres of Parliament Hill and who would not be in Ottawa if it were not for the fact that they are Senators who must attend

Le Sous-comité convient avec Deloitte qu'il n'existe pas de critère de détermination de la résidence principale. Cette question est actuellement examinée par le Comité. Néanmoins, le but et l'objet des lignes directrices sur les frais de subsistance dans la région de la capitale nationale et la *Politique régissant les déplacements des sénateurs*, adoptée en juin 2012, sont très clairs : les sénateurs dont la résidence se trouve à plus de 100 kilomètres de la Colline du Parlement

Senate business, may be reimbursed additional expenses incurred for accommodations while in Ottawa to attend Senate business. The Declaration of Primary and Secondary Residence form that accompanies the policy instrument, in use since 1998, requires Senators to affirm whether their *primary* residence is "within 100 kilometres from Parliament Hill" or is "more than 100 kilometres from Parliament Hill." To claim living expenses in the NCR, any residence owned or rented by a Senator must be a *secondary* residence, for use by the Senator while in the NCR for Senate business. Your Subcommittee considers this language to be unambiguous and, plainly, if a Senator resides primarily in the NCR, he or she should not be claiming living expenses for the NCR.

et qui n'auraient pas affaire à Ottawa s'ils n'étaient pas sénateurs ont droit au remboursement des frais de logement additionnels à Ottawa pour participer aux travaux du Sénat. Dans le formulaire de Déclaration de résidences principale et secondaire qui accompagne l'instrument de politique, en usage depuis 1998, les sénateurs doivent affirmer que leur résidence *principale* « se trouve dans un rayon de 100 kilomètres de la Colline du Parlement » ou « à plus de 100 kilomètres de la Colline du Parlement ». Pour qu'un sénateur puisse demander l'indemnité de subsistance dans la RCN, la résidence qu'il possède ou qu'il loue doit être une résidence *secondaire* qu'il occupe lorsqu'il se trouve dans la RCN dans l'exercice de ses fonctions de sénateur. Votre Sous-comité estime qu'il n'y a là aucune ambiguïté et qu'un sénateur qui réside principalement dans la RCN n'a clairement pas droit à l'indemnité de subsistance dans la RCN.

Deloitte's report has informed our determination of the appropriateness of the living expense claims filed by Senator Duffy. Senator Duffy was found to have spent approximately 30 percent or 164 of the 549 days in the period of review at his declared primary residence. Additionally, Senator Duffy's travel patterns were consistently Ottawa-PEI-Ottawa, demonstrating that Ottawa was his primary or default location. Further, your Subcommittee was aware that Senator Duffy registered his Ottawa address for several official purposes during the period of review.

Le rapport de Deloitte nous a aidés à évaluer le bien-fondé des demandes d'indemnité de subsistance du sénateur Duffy. Il a été établi que le sénateur Duffy avait passé environ 30 % ou 164 des 549 jours de la période étudiée à sa résidence principale déclarée. En outre, les déplacements du sénateur Duffy consistaient essentiellement en des allers-retours entre Ottawa et l'Île-du-Prince-Édouard, preuve qu'Ottawa était le lieu de sa résidence principale ou par défaut. En outre, votre Sous-comité a appris que le sénateur Duffy avait utilisé son adresse à Ottawa pour diverses fins officielles durant la période étudiée.

It is therefore the conclusion of this Subcommittee that, based on the evidence presented in the examination report, while recognizing that Senator Duffy owns a residence in PEI and spends considerable time there, ~~in particular during the summer months,~~ his continued presence at his Ottawa residence over the years does not support such a

Le Sous-comité conclut donc qu'à la lumière des éléments de preuve présentés dans le rapport d'examen, tout en reconnaissant que le sénateur Duffy est propriétaire d'une résidence à l'Île-du-Prince-Édouard et qu'il y passe beaucoup de temps, sa présence continue à sa résidence d'Ottawa au fil des années



declaration and is contrary to the plain meaning of the word "primary" and to the purpose and intent of the provision of living allowance in the NCR.

n'appuie pas sa déclaration et est contraire au sens propre du mot « principal » ainsi qu'à la raison d'être de l'indemnité de subsistance dans la RCN.

Your Subcommittee therefore recommends:

Par conséquent, votre Sous-comité recommande :

1. That the repayment of living expenses from Senator Duffy dating back to the time of his appointment was properly reimbursed by him;
2. That living and travel expense claims submitted for reimbursement by Senator Duffy be monitored from the date of the adoption of this report for a period not less than one year.

1. Qu'il soit reconnu que les frais de subsistance versés au sénateur Duffy depuis sa nomination ont été remboursés;

2. Que l'on contrôle les demandes d'indemnité de subsistance et de remboursement de frais de déplacement du sénateur Duffy pendant au moins un an à compter de la date d'adoption du présent rapport.

Respectfully submitted,

Respectueusement soumis,

*Le président,*

DAVID TKACHUK  
*Chair*

CONFIDENTIAL